Le 12 Janvier 2011

Réfléchissons…

Leadership Institute, tout comme beaucoup d'autres, a déjà réalisé plusieurs analyses sur la situation politique, économique ou sociale qui prévaut au Burundi. Malheureusement, il y a lieu de se poser des questions sur les limites de notre démarche « intellectuelle » qui n'aboutit à rien. On remet en question le sens même de la critique dans le contexte d'un gouvernement qui ne s'inspire pas du sens moral le plus élémentaire en matière de gouvernance. La critique, dans une démocratie a un sens car elle influence les politiciens et les opinions publiques qui y sont sensibles. Mais au Burundi, le caractère irresponsable du gouvernement issu du CNDD FDD nous amène à réfléchir sur les voies et moyens qui restent pour rétablir la logique démocratique de la gouvernance de notre pays et au-delà l'établissement d'un Etat de Droit.

DANS L'ENTRE-TEMPS, NOUS NE DEVONS PAS NOUS DECOURAGER DE DENONCER ET ACCEPTER TOUS LES MAUX QUE VIT LES BURUNDAIS COMME UNE FATALITE ?

Cependant, en toute modestie, il faut reconnaitre que la perfection n'est pas de ce monde et relativiser le rôle des uns et des autres pour mieux évaluer les problèmes et y trouver des solutions à la mesure des attentes du peuple burundais.

Voici notre évaluation de la situation :

1. **La période postélectorale** : nous avons toujours dit que Nkurunziza et le CNDD FDD ne partiront pas du pouvoir en 2010, advienne que pourra. On ne peut aborder la question des « fraudes » électorales sans revenir sur le bilan du mandat de Nkurunziza de 2005 à 2010. Cinq ans caractérisés par une corruption généralisée, une justice instrumentalisée et à la solde de l'Exécutif, bref un déni des valeurs démocratiques au sens large. Tous les signes étaient là pour montrer que le leadership burundais se radicalise et devient une dictature en bonne et due forme. Tous les acquis de la démocratie au lieu d'être consolidés se sont retrouvés aux oubliettes. **Que pouvions-nous attendre de 2010 ?** C'était prévisible, la question étant plutôt de savoir, qu'ont fait les autres acteurs politiques pour exercer une pression réelle contre le CNDD FDD ? Quels sont les gardes fous qui étaient mis en place pour protéger la démocratie ? Comment éviter que les gens qui accèdent au pouvoir ne deviennent des dictateurs ? C'est aussi simple que ça. La démocratie n'a pas de prix et il faut des mécanismes institutionnels pour la protéger. Elle ne se limite pas à l'organisation des élections et tout le monde doit comprendre que seule la démocratie pourra garantir une paix et un développement durables. Cela dit, dès le premier mandat du CNDD FDD, malgré les efforts des uns et des autres, la démocratie avait disparu avec la fin des élections de 2005. Comme l'a bien dit le Président

Leadership Institute

OBAMA, ce qui se passe entre deux élections devrait constituer le thermomètre de la démocratie. Autrement, tout le reste n'a pas sens. La période post électorale vient de réveiller beaucoup pour leur montrer les limites du processus démocratique au Burundi. Malheureusement, un peu tard.

2. **Y a-t-il démocratie au Burundi ? :** Le Burundi de 2005 -2010 n'a été démocratique que pour la simple raison que les institutions de l'Etat étaient issues d'élections libres et transparentes de 2005. L'exercice du pouvoir a manqué selon tous les indicateurs de démocratie. A ce jour, le seul aspect démocratique de notre pays, après des élections entachées de fraudes massives, reste l'existence d'une presse ainsi que d'une société civile indépendantes. On comprend alors que ces deux catégories d'acteurs non étatiques soient aujourd'hui en première ligne dans le combat pour un Etat de Droit. On comprend aussi l'acharnement du pouvoir CNDD FDD contre ces types d'acteurs de la société. Ils constituent un des derniers remparts de la démocratie et ne peuvent qu'être des cibles d'un pouvoir autoritaire et dictatorial. Quand un burundais est victime d'une injustice quelconque ou d'une persécution par les services de l'Etat, il est devenu normal de se tourner vers la presse ou les organismes de la société civile au lieu de se tourner vers les services judiciaires mis en place selon la Constitution de notre pays. En effet, le pluralisme politique n'est plus ou se trouve largement circonscrit, des institutions formelles de démocratie existent mais sans aucune substance. Toute critique est réprimée et il y a une tolérance de l'Etat face aux abus et les violations de libertés civiles. Enfin, le système judiciaire n'est pas indépendant. Pour conclure, nous pouvons affirmer que le régime politique en vigueur aujourd'hui au Burundi n'a rien de démocratique et donc ne peut se réclamer d'aucune légitimité. Et cela MEME si le CNDD FDD avait été élu. La violation des principes constitutionnels de séparation des pouvoirs à elle seule lui enlève toute légitimité sans oublier la violation flagrante et répétitive des lois qui régissent le fonctionnement de l'Etat. Aucun autre gouvernement nulle part ailleurs dans le monde n'aurait survécu à toutes ces tares.

3. **Les Voies de Sortie :** Pour Leadership Institute, peu importe qui est au pouvoir aussi longtemps que les valeurs d'un Etat de Droit, de Justice, de Bonne Gouvernance et de Respect des Droits Humains de base sont respectés. Seul le jeu politique garanti par la démocratie pourra assurer à tous les burundais les mêmes chances sans discrimination ou exclusion. Nous voudrions contribuer à la réflexion en passant en revue différentes options pour sauver la DEMOCRATIE et asseoir un Etat de Droit :

Leadership Institute

- ✓ *Le CNDD FDD* : Ce parti renferme-t-il des leaders convaincus des valeurs démocratiques et qui soient capables de refonder ce parti pour susciter un débat interne de nature à opérer le changement de cap nécessaire pour rassurer tous les burundais et refonder un Burundi où règne l'Etat de Droit. Ce serait tout à son avantage. Malheureusement, il semble que les dirigeants de ce parti, a commencer par le Président NKURUNZIZA lui-même, n'ont ni la VISION, ni le COURAGE ou la VOLONTE POLITIQUE de procéder à ce changement de cap salutaire pour le peuple burundais.

- ✓ *Les Partis Politiques de l'Opposition* : Au moins aujourd'hui nous avons deux blocs d'intérêt politique et non ethnique. Le CNDD FDD et sa mouvance et l'ADC IKIBIRI. Particularité nouvelle, de ces alliances ; elles comportent en leur sein des partis majoritairement hutus et tutsis en même temps. Le problème politique burundais ne serait-il plus ethnique mais politique ? Ce serait dans l'intérêt du pays si c'était le cas. Cependant, l'absence de ces partis de l'opposition dans les structures législatives (Parlement & Senat) du pays rend difficile toute influence à court terme sur la conduite de la Nation. D'un autre coté, il faut redéfinir ce que c'est que la volonté politique de ces partis. Pour le moment, la demande d'un dialogue avec le gouvernement n'informe pas les burundais sur la véritable idéologie derrière ces partis par rapport aux questions relatives a l'établissement d'un Etat de Droit, la Bonne Gouvernance ou l'indépendance de la Magistrature. S'agit-il de régler le contentieux électoral ou de demander que les valeurs démocratiques soient respectées ? Dans tous les cas, il semble enfantin de croire que par le simple établissement d'un dialogue va changer le cours de l'histoire du Burundi face à un CNDD FDD décidé à diriger le pays en « parti unique » et se souciant peu de certaines « valeurs démocratiques ». Malgré toute la bonne volonte que l'on peut attribuer aux partis de l'ADC IKIBIRI, il faut se résigner à reconnaitre que cette démarche à laquelle le CNDD FDD s'y oppose par ailleurs, n'aboutira à rien.

- ✓ *La Communauté Internationale* **:** Nkurunziza ou le CNDD FDD ne sont ni Mugabe ou le ZANU PF, tout comme le Burundi n'est pas le Zimbabwe. Ce serait peu demander que d'exiger de la communauté à aider à sauver la démocratie au Burundi. Parfois, nous avons eu à condamner les « silences » de la communauté internationale face a certaines situations qui font que tous les efforts de « prévention des conflits » sont parfois voues a l'échec pour la simple raison que la « diplomatie au jour le jour » ne contribue en rien a la prévention des conflits. La situation politico-

Leadership Institute

sécuritaire émanant du contentieux électoral ne semble pas susciter un intérêt quelconque de la part de la communauté internationale. Avec plus de 60% de contribution dans le fonctionnement de l'Etat burundais, cette communauté internationale dispose de la plus grande arme pour faire pression sur le gouvernement CNDD FDD. Les raisons d'utiliser cette arme répondent aux valeurs démocratiques défendues par ces mêmes partenaires du développement. **QUE FAUT-IL POUR QUE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE REAGISSE AU BURUNDI A TEMPS POUR EVITER LE CHAOS ET LE RETOUR A LA DICTATURE ?** Que des centaines de milliers de burundais meurent ? Nous sommes convaincus que se limiter à condamner le retour a la guerre ne servira pas a grand-chose si le principe même de fonctionnement de l'Etat burundais est remis en cause par des pratiques de loin éloignées de l'établissement d'un Etat de Droit, Démocratique et régi par la Bonne Gouvernance. C'était le principe des Accords d'Arusha et des accords de cessez-le-feu avec le CNDD FDD ou le FNL. L'argent des contribuables des pays occidentaux doit soutenir des pays dont les régimes sont démocratiques. Que les Etats occidentaux soient conséquents avec eux-mêmes et demandent au Burundi de remettre le cap sur des « pratiques démocratiques » par des gestes forts et symboliques comme de relâcher tous les prisonniers politiques, assurer la libre expression des partis politiques, le respect des droits de l'homme et l'indépendance de la magistrature. Il est de bonne guerre d'user de toutes les formes de pression possibles pour défendre une bonne cause comme la démocratie. Au moins, on évitera au « pauvre » burundais la tentation de reprendre des armes pour réclamer ses droits et lutter pour l'avènement d'un Etat de Droit.

- ✓ *La Reprise de la guerre ou le début d'une nouvelle rébellion :* L'option de la lutte armée semble susciter une certaine appréhension de la part de tous les acteurs politiques, y compris le CNDD FDD. Pour ce dernier, appeler les « attaques » qui sont devenus communes depuis la fin des élections comme étant des cas isoles de « bandits » est vraiment ridicule. Des bandits pour voler quoi dans les pauvres campagnes du Burundi. Tout en reconnaissant que le désarmement n'a pas vraiment eu lieu au Burundi, le caractère national et organise de ces attaques présage plutôt un modeste « début » de rébellion. Face à cela, le CNDD FDD devrait savoir qu'il est plus facile de « casser » ou « négocier » avec une rébellion naissante que d'attendre et prendre le risque d'une rébellion populaire et de mieux en mieux organisée. Des surprises attendent le CNDD FDD s'il fait la même erreur que Buyoya qui a attendu des « années » avant de s'asseoir avec les rebelles et discuter. Cependant, même si l'on reconnait

Leadership Institute

et pense qu'une certaine rébellion est en cours d'organisation dans le cadre d'une « lutte politique » aux objectifs encore inconnus, on ne peut que se poser des questions sur l'idéologie derrière cette rébellion et ses relations avec les autres acteurs politiques. La non revendication de cette rébellion et des attaques en cours nous laisse perplexe dans la mesure où l'option armée si elle était adoptée par les uns ou les autres doit être DEFENDUE, REVENDIQUEE et PRESENTEE comme option au peuple burundais qui doit l'assumer. Il faut l'assumer si l'on est convaincu de sa viabilité et que montrer que toutes les autres voies ont été épuisées. Laisser un certain CIRAMUNDA usurper des actions des autres, comme on présume qu'il le fait, ne peut qu'affaiblir toutes velléités d'une lutte armée. Il ne faut pas se laisser prendre à ce piège.

Nous allons conclure en disant que quelque soit l'option retenue pour établir un ETAT DE DROIT au Burundi, elle doit être poursuivie dans un contexte humain et tenant compte des réalités burundaises. La guerre peut encore être évitée si tous les partenaires nationaux et internationaux reconnaissent ce qui suit :

- ✓ **La Démocratie est en danger au Burundi**
- ✓ **Il faut arrêter la dérive dictatoriale du CNDD FDD**
- ✓ **Il faut refonder les principes d'un Etat de Droit au Burundi**
- ✓ **La Nécessaire Séparation des Pouvoirs est la seule garantie de la démocratie**
- ✓ **On ne peut permettre au CNDD FDD d'hypothéquer la Démocratie sous prétexte d'avoir été ELU**
- ✓ **Tous les acteurs politiques, la société civile ou la communauté internationale portent la responsabilité de l'échec de la consolidation de la paix et de la démocratie : il appartient à tous de participer aux efforts d'établissement d'un Etat de Droit**

Leadership Institute